

L'EXPRESS DU MIDI

41^e ANNEE - N° 14.539

ABONNEMENTS
 France et Colonies... 22^{fr} 43^{fr} 82^{fr}
 Etranger... 25^{fr} 70^{fr} 140^{fr}
 plein tarif postal 60^{fr} 100^{fr} 200^{fr}

DIRECTION : 25, Rue Roquette, TOULOUSE — Téléphone 2-12, Chèque Postal 4.936
 LES ANNONCES SONT REÇUES : A l'Agence HAVAS, 73, rue d'Alsace-Lorraine, à Toulouse ;
 à l'Agence HAVAS, 62, rue Richelieu, à Paris. Dans toutes ses Succursales et chez tous nos Correspondants.

25 centimes

VENDREDI 30 DECEMBRE 1932

Un Hommage au célèbre peintre



M. JOURNEMENT dépose une corbe au pied du monument Watteau, au Luxembourg. — On reconnaît à droite : MM. LE SIDANER et SICARD. (Cliché Record.)

Un bloc asiatique en face de l'Europe

Tokio, 29 décembre. Une entente asiatique en face de l'Europe, tel serait l'objectif que se sont assignés M. Litvinoff, commissaire des Affaires étrangères du gouvernement des Soviets et ses collègues. Lorsque le gouvernement des Soviets renoua les relations diplomatiques avec la Chine, cette initiative fut interprétée comme une mesure d'hostilité à l'adresse de la politique japonaise en Mandchourie. M. Litvinoff, estimant que les décisions prises à Genève causent aussi peu de satisfaction au Japon qu'à la Chine, se proposa de substituer la médiation avérée de la S.D.N. celle de la Russie soviétique. Ce projet accompli, M. Litvinoff cherchait ensuite à réaliser une triple entente entre la Russie la Chine et le Japon. Ce bloc asiatique tendrait à résister à l'impérialisme européen et américain comme l'on dit à Moscou. Mais qu'en pensent les Japonais ? Il semblerait que devant les rêves des diplomates rouges, les Japonais ne réagissent pas comme on aurait pu s'y attendre, si l'on en juge par les récentes déclarations du président du Conseil japonais.

Vers un pacte de non-agression russo-japonais

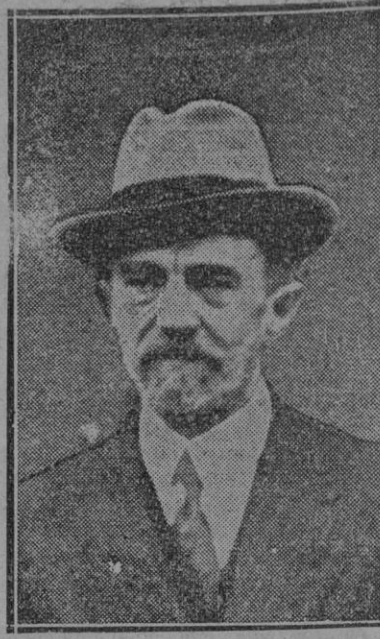
Tokio, 29 décembre. M. Saïto, président du conseil japonais, a annoncé que dans l'intérêt de la paix en Extrême-Orient, le Japon avait l'intention de conclure un pacte de non-agression avec la Russie soviétique. « Mais, a-t-il ajouté, aucune négociation n'est encore entamée. La Chine ne désire un rapprochement avec l'U. R. S. S., mais elle est effrayée par le péril rouge qui menace les vastes provinces du Kan Su et de Szechuan. » Si le Japon conclut un pacte de non-agression, a ajouté le président du conseil, il exigera qu'une clause interdisant toute propagande communiste soit insérée dans le traité. M. Saïto a terminé en déclarant qu'un tel pacte devait, au préalable, faire l'objet d'une étude très approfondie.

Le Conflit Sino-Japonais



M. YEN, chef de la délégation chinoise à Genève, vu par le caricaturiste Red. — M. YEN est nommé ambassadeur à Moscou. (Photo Wide World.)

Au Maroc Espagnol



M. MOLE, gouverneur civil de Barcelone, qui serait nommé haut-commissaire au Maroc Espagnol. (Photo Wide World.)

Au Jour le Jour

LES BOMBES DE LA LIBERTÉ

M. Cassagneau, préfet des Landes, vient d'être nommé préfet du Tarn. Il doit cette faveur à son goût très vif pour les radicaux-socialistes socialistes. Successivement sous-préfet de Dax puis préfet des Landes, M. Cassagneau s'est distingué par un attachement enthousiaste au trio cartelliste qui, dans ce département, exerce sur tous les services publics la plus odieuse des pressions.

Aux dernières élections sénatoriales, croyant jouer sur les velours, M. Cassagneau alla même jusqu'à accompagner M. Léon Bouysou, candidat au Luxembourg, dans ses tournées électorales. L'affaire fit du bruit, malgré les démentis du député et du préfet. Seule la défaite des poulaillers de ce curieux administrateur départemental arrêta des suites possibles.

Depuis, la situation du petit tyranneau n'était plus brillante, car ses qualités se résument en la crainte qu'il inspire. Son crédit fuyait tout comme ses pressions, et ses manœuvres restaient sans effet.

Paris vient de le sauver. Si M. YEN ignore de quel personnage il hérite, voici qui le fixera : « Le maire de Dax, sénateur des Landes, pense être agréable à la population dacquoise en lui apprenant que M. le ministre de l'Intérieur vient de nommer un nouveau préfet à la tête de l'administration des Landes. »

« C'est en l'honneur de cette nomination que des bombes ont été tirées, pour exprimer la joie des Dacquois, animés par l'esprit d'indépendance et de liberté. » Une distribution de pain et de viande sera faite, à cette occasion, par le Bureau de Bienfaisance, le samedi 31 décembre. Le document est officiel. Il vaut de longs discours.

Autrefois, M. Cassagneau aurait été chassé ; aujourd'hui on lui donne de l'avancement.

Effet des temps. N'en voulons tout de même pas trop à cet étrange préfet, puisque son départ est la cause d'une bonne action — sa première peut-être : grâce à lui des pauvres auront du pain ! — C. F.

A TOUS LES COLONIAUX

L'Union nationale des anciens combattants coloniaux, présidée par les généraux Marchand et de Trentinian, le médecin général inspecteur Emile, le gouverneur des colonies Bobichon et le lieutenant-colonel Ferrandi, conseiller municipal de Paris et conseiller général de la Seine, avis tous les coloniaux ayant combattu aux colonies et durant la guerre 1914-18 dans une unité coloniale, ainsi que les combattants de T. O. E. de toutes armes, qu'elle n'a qu'un siège social, à Paris, 9, rue Castex (IV), et que c'est à cette adresse qu'ils doivent se faire connaître pour l'examen et la défense de leurs droits.

Dans la Diplomatie

M. DE JOUVENEL AMBASSADEUR DE FRANCE A ROME

Paris, 29 décembre. Sur la proposition de M. Paul-Boncour, le conseil de cabinet a décidé de demander au gouvernement italien son agrément pour la nomination de M. Henry de Jouvenel, sénateur de la Corrèze, ancien ministre, en qualité d'ambassadeur à Rome, en mission extraordinaire de six mois, conformément à la loi sur les incompatibilités parlementaires.

La nomination de M. de Jouvenel à Rome n'est pas le point de départ du mouvement diplomatique actuellement en préparation au Quai d'Orsay. L'ancien haut-commissaire en Syrie était par conséquent, ce ne sont pas les règles habituelles qui régissent des nominations de ce genre. Toutefois, nous croyons savoir que ledit mouvement sortira sous peu sans doute, à l'issue de l'un des conseils de ministres que le gouvernement tiendra pendant la « trêve des confiseurs ».

Depuis quelque temps, des informations ont été publiées à ce sujet, mais il paraît qu'elles étaient prématurées. Cependant, on chuchote que les futures nominations dans notre haut personnel diplomatique affecteront les ambassadeurs d'Angleterre, de Pologne et peut-être des Etats-Unis.

D'autre part, des décisions seraient prises en ce qui concerne la résidence générale de Tunisie et le gouvernement de l'Algérie.

Nous pouvons ajouter à ces bruits que M. Lucien Saint, devenu sénateur au mois d'octobre dernier, sera maintenu dans les hautes fonctions qu'il occupe au Maroc.

M. VON PAPPEN AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A PARIS

Berlin, 29 décembre. Suivant la Gazette de Voss, on aurait l'intention, dans les milieux gouvernementaux de Berlin, de remplacer, dans un avenir assez proche, l'actuel ambassadeur d'Allemagne à Paris, M. von Koester, par l'ancien chancelier von Pappen.

M. Koester serait nommé ambassadeur à New-York.

Un poste de T.S.F. dans une canne



M. Alfred MINTUS, de Berlin, avec son nouvel appareil de radio portatif, composé d'une canne à laquelle sont réunis deux écouteurs, ce qui lui permet d'entendre les postes émetteurs en piquant l'extrémité de sa canne en terre.

Les Gardiens du Désert

Ce petit filet, dans L'Officiel

« Est nommé au grade de chevalier dans l'Ordre de la Légion d'honneur, à titre posthume, le lieutenant d'infanterie coloniale de MacMahon, du groupe nomade de Tarza (Mauritanie). »

« Méhariste hors pair. Officier modèle en qui revivait l'héritage d'un grand nom et la tradition des méharistes de l'époque héroïque. Est tombé glorieusement à la tête de ses gardes, le 18 août 1932, à Mountsoum (Mauritanie), au cours d'un combat acharné avec un ennemi supérieur en nombre. »

Telle est la page héroïque dont vient de s'enrichir le palmarès de nos officiers méharistes.

L'historien parle peu des méharistes, ces éternels nomades qui montent la garde du désert, dans des zones imprécises que le public serait bien en peine de situer. Ils sont au Sahara, depuis l'Atlantique jusqu'au Tchad, dans le désert de Syrie aussi, dans ces régions limitées où peut vivre le « méhari », le pur-sang des chameaux, ce prodigieux coursier qui leur sert de monture.

Une unité méhariste — peloton ou groupe mobile — est constituée par des troupes régulières, en général de Sénégalais, auxquels sont adjoints des éléments auxiliaires recrutés parmi les races nomades du désert. Ce sont des officiers des troupes coloniales qui les encadrent.

Vivant parmi les nomades — Mau-

res, Touaregs ou autres — nos officiers méharistes ont dû adopter leur manière de vie : ils errent à travers le désert ; leur mission est de se déplacer pour assurer à travers d'immenses étendues la politique de la présence, déjouer les attaques des dissidents, poursuivre les zezzous.

Le méhariste demeure quelquefois plusieurs jours sans revenir à son port d'attache. Il ne doit plus alors compter que sur lui-même, que sur les provisions, les armes et les munitions qu'il a emportées. Cette vie vagabonde dans le désert exige des corps endurcis, et on s'imaginerait volontiers nos officiers méharistes comme des « sportifs » accomplis, au sens restrictif du mot. Mais il faut les avoir approchés pour saisir quelles âmes solidement trempées sont celles de ces hommes ; ces amoureux de la solitude ont une vie intérieure intense.

Le colonial de la forêt vit dans une ambiance qui anime, qui brise les énergies les plus solides. C'est le type du Fabre, le héros d'Erromango, vaincu par la forêt. Mais, comme l'a écrit l'un de nos auteurs coloniaux, « le désert élève, ennoblit, console, pousse à l'action. Tous les Sahariens furent des hommes vigoureux et des réalisateurs ; jamais, ils ne se laisseraient aller au pessimisme. »

« Le désert vous bouscule parfois avec ses tempêtes de sable, ses acablants midis, ses immensités sans

eau et nues, mais vienne le crépuscule et tout s'apaise, vienne la nuit et tout repose, vienne l'aurore et tout espère : le désert est un ami. »

Rappelons-nous ici le mémoire d'Ernest Psichari, le petit-fils de Renan, qui, servant aux méharistes de Mauritanie, trouva, dans les étendues désertiques d'Atar, son chemin de Damas, et qui mourut d'une mort sublime, son chapelet à la main, au-dessus de sa batterie hachée sous un tir de barrage infernal.

« Nulle part, — écrivait Psichari, — on ne prend possession de soi-même comme dans le désert. Je sens de vieilles choses qui remontent en moi de mon enfance, de plus loin peut-être. Je sais qui je suis... Nous aussi, nous nous purifions, épurons, loin des pourritures modernes, loin de la misère, de la laideur, de l'indigence... On a marché tout le jour, on campe dans le plus sombre lieu de ce pays misérable. Mais qu'importe ? Tous les jours, je suis pris un peu plus. Le silence où je m'enfonce, je sens que rien ne pourra plus m'en détacher. »

Tels sont nos « Sahariens ». La vie du désert développe, comme aucune vie peut-être, la personnalité et l'initiative, trompe l'énergie et favorise la réflexion. Faute d'isolement, de responsabilités, d'embûches, elle a, — a-t-on pu dire, — « façonné une classe d'hommes qui honore l'humanité ».

Henri-Paul EYDOUX.

UN GRAND DEBAT A LA CHAMBRE

LA DISCUSSION SUR LE PROJET D'EMPRUNT AUTRICHIEN

Paris, 29 décembre.

SEANCE DU MATIN

Cette journée, assurément humiliante pour le gouvernement, mais non mortelle, puisque à seule fin de vivre quelques jours il préfère donner la mesure de son impuissance en ne jetant pas la question de confiance dans la balance, commence sous la présidence de M. Fernand Bouisson, devant des troupes démentielles garnies.

MM. Chéron, Paul-Boncour sont au banc du gouvernement. Après avoir validé l'élection de M. Brocard, député de Grenoble, la Chambre aborde la discussion de l'emprunt autrichien.

Voilà donc la véritable origine des besoins de l'Etat autrichien (Tres bien ! très bien !).

En réalité, on demande au Parlement de sanctionner une opération de renouveau d'une banque étrangère.

M. Nogaro. — Vous êtes orfèvre, monsieur Flandin.

M. P.-E. Flandin. — Je rappellerai simplement à M. Nogaro que le gouvernement de M. Laval, dont le parti s'est refusé, en juin, à se prêter à l'opération d'emprunt qui était proposée à ce moment à la France.

L'ajoute que depuis cette position a été modifiée et je ne sais si cette situation de détail a été exposée à mes successeurs.

M. Herriot, en proie à une vive irritation. — On vous le dira !

M. P.-E. Flandin. — Je reconnais que l'opération n'est pas gouvernementale, présentée comme le l'ont été, mais de l'analyse même du protocole, il résulte très nettement, à mon avis, que l'emprunt doit servir à alléger la situation financière non du Crédit Anstalt, l'Autriche, telle qu'elle vit à l'heure actuelle, n'est pas viable. Sa dette extérieure se monte à 270 millions de schillings par an, pour un pays de sept millions d'habitants.

Et n'at-on pas le sentiment qu'en augmentant chaque jour sa dette on aggrave sa situation ? Est-ce la faire croître ? L'Autriche n'a pas le droit de consacrer cet emprunt ? Est-ce cela que l'Autriche attend ? Non. En réalité on ne peut restaurer isolément chaque puissance de l'Europe Centrale sans toucher à la formule politique du traité de paix. Il faut, à mon avis, aménager une formule économique qui puisse permettre de restaurer ces puissances.

P.-E. Flandin s'attache à résumer les arguments politiques qui militent en faveur du projet ; il réédite en grande partie les discours de M. Marin.

M. P.-E. Flandin. — Enfin, c. à d. : l'Autriche est dans un état de moratoire ; sans afflux nouveau, elle ne pourra payer les arriérés de l'emprunt de 1922 que la France a garanti. Mais ignore-t-on que la France a un recours à la main ? (Vifs applaudissements au centre et à droite.)

M. P.-E. Flandin. — Pourquoi pas ? Pourquoi la France est-elle tenue de faire honneur à sa signature et pourquoi ne peut-elle pas user de ses garanties, lorsqu'on ne fait pas honneur à la signature donnée ? (Vifs applaudissements au centre et à droite.)

J'ai relu les débats sur l'emprunt tchécoslovaque. M. Léon Meyer, membre du gouvernement actuel, combattait, au nom du parti radical, l'opération projetée. Comme lui, je dirai qu'avec de l'argent français, on renforce une banque étrangère au bénéfice de la finance internationale.

M. Léon Meyer. — Vous avez raison, mais M. Flandin le calme aussitôt en déclarant qu'il pourrait parler du renforcement de la Compagnie Transatlantique.

M. Flandin achève son discours en se refusant à s'associer à un acte qui comporte les pires dangers pour demain et les pires déceptions.

La péroraison de l'orateur est accueillie par de chaleureux applaudissements au centre et à droite et à la suite de la discussion est renvoyée à cet après-midi.

PROJETS DIVERS

La Chambre adopte divers projets et propositions de loi. Notons :

Un projet de loi portant ouverture de crédits destinés à couvrir pendant l'exercice 1932 les dépenses nécessaires pour la réalisation de la Conférence générale de limitation et de réduction des armements ; un projet de loi ayant pour objet d'augmenter le contingent de promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur accordé au ministère des Pensions ; deux propositions de loi relatives au règlement des billets de fonds de commerce.

Sur demande de discussion immédiate et à l'unanimité des 350 votants, la Chambre adopte une proposition de loi de MM. François Peissel et Marcel Ulich, tendant à la révision du tarif douanier en ce qui concerne les chapeaux de paille.

Prochaine séance à 15 heures et demi.

SEANCE DE L'APRES-MIDI L'Emprunt Autrichien

Cet après-midi, la Chambre cède le pas au Sénat, non pas que les débats soient dépourvus d'intérêt, mais si, au Palais-Bourbon, le cabinet risque, en partie, de perdre son prestige, car on incline toujours à croire que la question de confiance ne sera pas posée, au moins, si elle est exposée à des coups de poing.

C'est pourquoi de nombreux députés se sont dirigés vers la Haute Assemblée, et la séance est ouverte, à 15 h. 30, par le président Bouisson, devant des troupes fort clairsemées.

MM. Boncour, de Monzie, Sarraut et Pierre Cot sont au banc du gouvernement.

La Chambre adopte un projet de loi approuvant deux conventions, entre l'Etat d'une part et le Crédit Foncier et le Crédit National d'autre part, puis renvoie à discussion générale du projet de loi portant ratification de l'emprunt autrichien.

M. Schumann monte à la tribune et se déclare favorable à la ratification. Sur demande de M. Schumann, la France, par le fait du Traité de Saint-Germain, a une part de responsabilité dans l'état actuel de l'Autriche, qui s'est loyalement soumise aux mesures de contrôle, d'ailleurs, aux yeux de M. Schumann l'intérêt politique de la ratification l'emporte de beaucoup sur ses risques financiers.

M. Schumann. — L'Autriche ne peut attendre. Nous nous offrons les bons offices à l'Autriche. Notre refus compromettrait tout le projet de reconstruction d'Europe. La Suisse a soutenu, l'Allemagne s'est abstenue. Cette attitude ne doit-elle pas nous donner à réfléchir ?

Les Idées et les Faits

L'Emprunt Autrichien

Le cabinet Paul-Boncour débute mal. Avant-hier, il réclamait à la Chambre l'autorisation d'émettre cinq milliards de bons du Trésor. Aujourd'hui, il réclame la permission de verser à l'Autriche 350 millions de francs, en conformité avec l'article 11 du fameux protocole de Lausanne. Ce n'est vraiment pas de chance ! Avant d'aller plus loin, il convient de considérer le réjouissant paradoxe qu'offre au pays cette Chambre cartelliste. Pendant la dernière campagne électorale, on sait avec quelle âpreté les candidats radicaux et socialistes ont critiqué les emprunts consentis par le cabinet Tardieu à des nations amies comme la Pologne, la Roumanie ou la Tchécoslovaquie. Six mois plus tard, ces admirables défenseurs de l'épargne française sollicitent l'octroi d'un beau crédit de 350 millions à un pays qui ne compte pas spécialement parmi nos meilleurs amis ; c'est-à-dire qu'ils continuent — en plus mal naturellement — la politique dont ils ne voulaient plus.

Reste à savoir si c'est très malin et fort opportuniste. La question peut évidemment se discuter puisqu'au sein même du groupe radical-socialiste les avis sont très partagés. Mais il convient de faire quelques remarques.

Est-il très opportuniste, tout d'abord, de verser une si grosse somme dans un panier à demi percé, alors que notre propre budget est en déficit de 17 milliards et que nous refusons de payer les Américains en leur disant que nous ne le pouvons pas ? Est-il très opportuniste, en second lieu, de verser 350 millions d'argent frais, alors qu'il apparaît nettement que l'Allemagne et l'Angleterre, inscrits par l'accord de Lausanne pour une somme égale, paraissent disposés partout à sauver simplement leurs crédits « gelés » ?

Enfin, les garanties sont-elles si fortes que nous puissions investir de nouveaux crédits en Autriche ? Il convient de rappeler ici que l'Autriche ne peut plus assurer le service de l'emprunt qui lui a été imprudemment consenti en 1922 et que de toute manière cette carence nous obligera à intervenir puisque nous l'avons garanti. Mais rien ne nous dit que cette nouvelle avance nous dispensera de garantir le service du dit emprunt ! Et le refus du gouvernement tchécoslovaque de s'abstenir en cette affaire est un élément d'appréciation qu'on ne saurait négliger, puis-que nos amis tchèques sont les premiers intéressés au relèvement économique de l'Autriche.

L'indigent grand seigneur

On comprend d'ailleurs ce refus. Politiquement et économiquement, il n'y a pas un pays où l'on trouve plus d'incertitude qu'en Autriche.

Politiquement, si l'on veut mesurer la bonne volonté de l'Autriche, il faut rappeler ce fait que le conseil national n'a voté de 23 août, le protocole de Lausanne — qui devait relever le pays — qu'à une voix de majorité, tandis que le conseil fédéral le rejetait, ce qui nécessitait un second vote du conseil national.

Quant à la situation économique, elle est dominée par le fait particulièrement éloquent de l'emprunte soviétique. Depuis la guerre, l'Autriche, ruinée et mutilée, a pratiqué une politique somptueuse de retraitements et de grand urbanisme, sans se préoccuper de savoir si elle en avait les moyens. On a appliqué aux employés l'usage des « quatorze mois », qui consiste, pour l'employeur à payer et pour l'employé à recevoir quatorze mois de traitement pour onze mois de présence. On a révisé les lois sociales de telle manière qu'au bout de dix ans de travail un ouvrier peut toucher une retraite de mille francs français et que les suppressions d'emploi sont devenues pratiquement impossibles.

Vienne s'est offert d'opulentes cités ouvrières, des palaces sociaux, les fameuses Wohnhausanlagen, qui n'ont pas coûté moins de 2 milliards, et qui sont munies de tout le confort et de tous les perfectionnements. Et pour arriver à ce beau résultat, on a ruiné la bourgeoisie, en lui imposant le fameux « impôt des loyers », qui lui prenait plus de 98 % de ses revenus, tout simplement !

Aujourd'hui, et tout naturellement, l'Autriche est sans le sou. Les capitaux détruits ou investis en travaux improductifs ne se retrouvent plus. A qui la faute si la cigale se trouve ainsi dépourvue du nécessaire ?

Et sommes-nous obligés de payer les fautes du socialisme autrichien et de payer les largesses folles du peuple le plus oisé de l'Europe parce qu'il a voulu jouer au grand seigneur ?

Roger PARANT.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Rien à faire avant le 4 mars prochain

Rien à faire avec les Etats-Unis jusqu'au 4 mars, date de l'entrée en charge de M. Roosevelt. Il aura fallu, pour en arriver à reconnaître cet état de fait, de vains essais de renouer avec M. Hoover la conversation sur les dettes de guerre par l'intermédiaire de M. Walter Edge. D'ailleurs, selon l'usage, il est probable que le titulaire de l'ambassade des Etats-Unis à Paris, nommé par l'administration républicaine, sera chargé par l'administration démocrate. C'est pour nous l'occasion de dire que, dans des circonstances qui rendaient, sa mission particulièrement délicate, M. Walter Edge a toujours montré la plus parfaite courtoisie.

Quant au gouvernement français, il n'a plus qu'à s'abstenir de négociations sans objet, jusqu'à la partie avec laquelle il traiterait est dépourvue de pouvoirs. La querelle de M. Hoover et de M. Roosevelt dicte notre conduite. Tout ce qui serait dit à M. Hoover retarderait et tout ce qui serait dit à M. Roosevelt serait prématuré. L'un ne peut plus rien faire. L'autre ne peut rien faire encore. A l'avenir, nous compromettrons notre situation qui est très bonne, car c'est à nous que l'on a demandé quelque chose.

M. Stimson, en réponse aux ouvertures inconsidérées qui sont venues de Paris, fait savoir qu'avant tout la France doit acquiescer l'échéance du 15 décembre. C'est le chant du cygne de l'administration Hoover. Le secrétaire d'Etat, avant de s'en aller, veut pouvoir dire qu'il a maintenu jusqu'au bout la créance des Etats-Unis. Mais c'est encore une preuve que la conversation est totalement inutile. Le vote de la Chambre française a ce sens : « Commentez par reconnaître la liaison des réparations et des dettes. » M. Stimson répond : « Payez d'abord. » Alors, il n'y a qu'à raccrocher le récepteur.

M. Roosevelt n'attendra pas le 4 mars pour étudier le problème. On dit qu'il feuilletait le dossier avec M. Owen D. Young. Il paraît impossible que M. Young ait oublié que son plan établissait une corrélation étroite entre les versements de l'Allemagne aux alliés européens et les versements de ceux-ci aux Etats-Unis. Que M. Roosevelt entende aussi des survivants du personnel démocrate qui entourait le président Wilson. Il leur dirait : « Payez d'abord. »

Nous voyons reparaître une autre éminence grise du président Wilson. Le colonel House comprend que, toute question de justice et d'équité mise à part, la France, l'Angleterre, etc., ne peuvent payer les Etats-Unis. Les débiteurs doivent avoir la faculté de s'acquitter en marchandises et en services », dit le colonel House. En marchandises ? Les tarifs douaniers les proscrivent. La prohibition, qui subsiste, ne nous permet pas de payer en vins. Restent les « services ». Nous libérerons-nous en billets d'entrée aux Folies-Bergère pour les touristes américains ?

Jacques BAINVILLE.

La Crise Bulgare

M. MOUCHANOFF FORME LE NOUVEAU CABINET

Sofia, 29 décembre. A l'issue des consultations, le roi a confié au président du Conseil démocratique, M. Mouchanoff, la mission de former le nouveau cabinet.

Le Douzième provisoire est voté par 242 voix contre 6

Paris, 29 décembre. La séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. Jeanneney. MM. Lelièvre, Laurent Eynac et Israël sont au banc du gouvernement. Le Sénat s'attendait à discuter le douzième provisoire, mais le président du Conseil, et le ministre des Finances, ont tenu à la Chambre, par la discussion de l'emprunt autrichien, l'assemblée doit s'occuper de projets divers.

Elle adopte, en vrac, le projet relatif à la circulation des wagons-poste, le projet augmentant la participation de l'Etat aux travaux du port de Cherbourg, le projet relatif au classement des routes nationales en Algérie.

La séance est ensuite suspendue à 15 h. 35.

Soupir ministériel de satisfaction ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LA COMMISSION DES FINANCES

Pendant la suspension, on apprenait que M. Chéron, qui vient de conférer avec la commission des finances, a obtenu de celle-ci le échange des deux milliards de Bons du Trésor qu'elle lui avait refusés hier.

Tout conflit est donc écarté et aucun danger ne menace plus, du moins, du moins, la galère ministérielle.

Le Douzième provisoire

La séance est reprise à 15 h. 40. Après l'adoption de deux projets relatifs aux voies ferrées d'intérêt local, le projet de loi relatif à l'application du régime provisoire, M. Henri Roy, rapporteur général, monte à la tribune et expose l'avis de la Commission des finances sur le projet de douzième provisoire.

Il n'est plus trace de la moindre mésintelligence entre le Gouvernement et la Commission. M. Chéron ne reçoit que des compliments.

M. Henri Roy. En ce qui concerne la haute d'admission des Bons du Trésor, la Commission avait décidé de ramener de 5 à 3 milliards le montant de cette faculté. Ce n'est certes pas par défiance envers le président du Conseil, et encore moins par défiance envers M. le ministre des Finances, dont nous sommes les élèves et le dirai presque les enfants. (Rires).

Il ne permettra donc de lui dire, en toute amitié, que nous attendons, et de la part de M. le ministre des Finances, l'adoption de certaines facilités.

Je comprends qu'un ministre ait le désir de n'être pas sans cesse harcelé par la crainte des opérations de commerce de la facilité, mais ce qui nous sépare, c'est la mesure de ces facilités. Il ne veut pas être corseté, il n'a besoin que d'une gaine qui lui laisse une certaine souplesse.

Nous voulons que cette gaine ne soit pas trop large. Voilà tout ce qui nous sépare. (Rires).

Mais la question n'est plus entière depuis que M. le ministre des finances a cru devoir, à la Chambre, poser la question de confiance.

Si la question de confiance est toujours posée à la Chambre, que deviennent-ils au Sénat ? (Applaudissements). Et puis la question de confiance est une arme qui s'émoussure lorsqu'on l'emploie trop souvent.

En ne déclinant pas tout de suite, la commission a voulu non ébranler votre autorité, mais l'ébranler pour vous donner plus de force dans ce redressement financier qui est une œuvre capitale pour notre pays. (Vifs applaudissements).

M. Chéron, tout épanoui, monte à la tribune et réplique sur le même ton de feinte bonhomie.

M. le ministre des finances. — Comment pourrais-je dire à quel point je suis touché de la question de confiance est une arme qui s'émoussure lorsqu'on l'emploie trop souvent.

En ne déclinant pas tout de suite, la commission a voulu non ébranler votre autorité, mais l'ébranler pour vous donner plus de force dans ce redressement financier qui est une œuvre capitale pour notre pays. (Vifs applaudissements).

M. Chéron, tout épanoui, monte à la tribune et réplique sur le même ton de feinte bonhomie.

M. le ministre des finances. — Comment pourrais-je dire à quel point je suis touché de la question de confiance est une arme qui s'émoussure lorsqu'on l'emploie trop souvent.

En ne déclinant pas tout de suite, la commission a voulu non ébranler votre autorité, mais l'ébranler pour vous donner plus de force dans ce redressement financier qui est une œuvre capitale pour notre pays. (Vifs applaudissements).

M. Chéron, tout épanoui, monte à la tribune et réplique sur le même ton de feinte bonhomie.

M. le ministre des finances. — Comment pourrais-je dire à quel point je suis touché de la question de confiance est une arme qui s'émoussure lorsqu'on l'emploie trop souvent.

En ne déclinant pas tout de suite, la commission a voulu non ébranler votre autorité, mais l'ébranler pour vous donner plus de force dans ce redressement financier qui est une œuvre capitale pour notre pays. (Vifs applaudissements).

M. Chéron, tout épanoui, monte à la tribune et réplique sur le même ton de feinte bonhomie.

M. le ministre des finances. — Comment pourrais-je dire à quel point je suis touché de la question de confiance est une arme qui s'émoussure lorsqu'on l'emploie trop souvent.

En ne déclinant pas tout de suite, la commission a voulu non ébranler votre autorité, mais l'ébranler pour vous donner plus de force dans ce redressement financier qui est une œuvre capitale pour notre pays. (Vifs applaudissements).

M. Chéron, tout épanoui, monte à la tribune et réplique sur le même ton de feinte bonhomie.

M. le ministre des finances. — Comment pourrais-je dire à quel point je suis touché de la question de confiance est une arme qui s'émoussure lorsqu'on l'emploie trop souvent.

En ne déclinant pas tout de suite, la commission a voulu non ébranler votre autorité, mais l'ébranler pour vous donner plus de force dans ce redressement financier qui est une œuvre capitale pour notre pays. (Vifs applaudissements).

M. Chéron, tout épanoui, monte à la tribune et réplique sur le même ton de feinte bonhomie.

M. le ministre des finances. — Comment pourrais-je dire à quel point je suis touché de la question de confiance est une arme qui s'émoussure lorsqu'on l'emploie trop souvent.

En ne déclinant pas tout de suite, la commission a voulu non ébranler votre autorité, mais l'ébranler pour vous donner plus de force dans ce redressement financier qui est une œuvre capitale pour notre pays. (Vifs applaudissements).

M. Chéron, tout épanoui, monte à la tribune et réplique sur le même ton de feinte bonhomie.

M. le ministre des finances. — Comment pourrais-je dire à quel point je suis touché de la question de confiance est une arme qui s'émoussure lorsqu'on l'emploie trop souvent.

En ne déclinant pas tout de suite, la commission a voulu non ébranler votre autorité, mais l'ébranler pour vous donner plus de force dans ce redressement financier qui est une œuvre capitale pour notre pays. (Vifs applaudissements).

La Journée Parlementaire

AU LUXEMBOURG

LES LOCAIRES COMMERCANTS MENACES D'EXPULSION

Paris, 29 décembre. La commission de législation, réunie sous la présidence de M. Penancier, après avoir entendu M. le président qui a exposé l'insistance de M. le garde des Sceaux pour que soit accordée une nouvelle prorogation de trois mois aux locataires commerçants menacés d'expulsion, n'a pas cru devoir adopter cette disposition qui constituerait un nouveau surcroît à l'application de la loi concernant la propriété commerciale.

La commission a du reste décidé d'examiner, dès sa première séance de janvier, la loi transmise, le 26 décembre au Sénat, sur les modifications apportées par la Chambre aux dispositions de la loi du 30 juin 1926, de façon à ce qu'un plus tôt soit établi un texte d'accord entre les deux Assemblées.

M. Morand a été chargé de déposer un rapport sur la première question et de préparer l'étude de la seconde.

EN FAVEUR DE L'EMPRUNT AUTRICHIEN

La commission des Finances du Sénat s'est prononcée, officiellement, en faveur du projet de loi relatif à l'emprunt autrichien. Elle a ensuite adopté le rapport de M. Henri Roy, qui tend à l'adoption du projet de loi, prévoyant jusqu'au 31 février 1933, la faculté d'emprunt de 10 millions de francs par la loi du 10 mars 1932, au ministère de la Marine Marchande, pour le fonctionnement des lignes de la Compagnie Transatlantique.

LA COMMISSION AJOURNE L'AMEN DU PROJET DE LOI RELATIF A LA DÉFENSE DU MARCHÉ DU BLÉ

Poursuivant ensuite l'examen du projet relatif à la défense du marché du blé, elle a adopté l'article premier du projet. Cet article nous l'avons signalé dans nos éditions antérieures, met à la disposition des caisses régionales de crédit agricole par l'intermédiaire de la caisse nationale, une somme de 300 millions, fournis à l'Etat par la Caisse des Dépôts et Consignations, et sans qu'il en résulte aucune charge pour le Trésor, mais de faciliter le financement de la récolte de céréales de 1932.

Il a paru à la Commission qu'une étude complémentaire s'imposait pour la mise au point des articles suivants du projet de loi. Il y sera procédé dès la rentrée de janvier.

LA DÉFENSE DU MARCHÉ DU BLÉ

Paris, 30 décembre. La Commission sénatoriale de l'Agriculture, après avoir entendu M. Queuille, ministre de l'Agriculture, sur le projet de loi relatif à la défense du marché du blé, a conclu favorablement à l'adoption du projet et a chargé M. Donon de rédiger un avis dans ce sens.

Elle a exprimé le désir que les achats avec paiements différés, prévus par l'article 2 de la loi, soient effectués par le seul moyen d'amortissement du marché du blé, soient réservés aux agriculteurs et à leurs associations.

AU PALAIS BOURBON

L'EMPRUNT AUTRICHIEN ET LES GROUPE

Paris, 29 décembre. A une forte majorité, le groupe radical-socialiste, réuni pendant l'intermission de la séance, a décidé de voter le projet relatif à l'emprunt autrichien. Le groupe socialiste, qui a mis comme condition à son vote massif en faveur du même projet, que le gouvernement pose la question de confiance.

La Suppression de l'Etat Or dans le Sud Africain

LES REPEROUSSIONS SUR LE MARCHÉ DE L'OR. Londres, 29 décembre. On mande de Johannesburg à l'agence Reuter : Les producteurs d'or du Rand ont provoqué, à Johannesburg, une vive sensation, cette nuit, en annonçant qu'ils considéraient que l'action du gouvernement au sujet de la monnaie a été une faute et qu'ils se résignent à vendre d'or à la Banque d'Etat.

Les mines d'or cesseraient, d'être tenues d'offrir leur or à la Banque de réserve et se considéreraient comme libres de l'écouler sur le marché mondial.

Il est possible qu'un nouvel accord soit signé. Dans ce cas, les ventes d'or se poursuivraient dans les mêmes conditions que par le passé.

L'ABANDON EST OFFICIEL

Prétoria, 30 décembre. Un communiqué officiel annonce que le gouvernement sud-africain a décidé d'abandonner l'étalon-or. Ce communiqué ajoute que la livre sud-africaine ne sera toutefois pas liée à la livre anglaise, et il souligne que la décision prise est entièrement due à des circonstances sur lesquelles le gouvernement n'avait aucun contrôle. Aucune notation officielle n'a eu lieu hier sur les déclarations de l'agence Reuter.

Les banques ont été assaillies hier par de nombreux déposants qui désiraient effectuer des transferts à l'étranger. Quand ils ont appris que ces transferts étaient revenus illégaux, ils se sont rendus dans les bureaux de poste pour expédier des mandats ordinaires ou pour télégraphier leur argent.

Le matin ces opérations furent arrêtées. D'autre part, par suite de l'interdiction de l'exportation de l'or, les actions des compagnies aurifères ont accusé, hier, une nouvelle hausse.

De la part des familles Maux de Bruguère et Joseph de Llobet.

Aggravés des Facultés de Droit

Paris, 29 décembre. Sont institués, à compter du 1er janvier 1933, agrégés des Facultés de Droit (section de Droit civil et attachés aux Facultés de Droit ci-après désignées :

M. Delbez, né le 13 décembre 1895, à Montpellier, attaché à la Faculté de Droit de l'Université de Toulouse.

M. Bastid, né le 17 mai 1892, à Paris, attaché à la Faculté de Droit de l'Université de Lyon.

M. Basdevant, né le 15 août 1906, à Rennes, attaché à la Faculté de Droit de l'Université de Lyon.

M. Blondel, né le 26 décembre 1902, à Aix-en-Provence, attaché à la Faculté de Droit de l'Université de Dijon.

M. Rousseau, né le 18 février 1902, à Lille, attaché à la Faculté de Droit de l'Université de Rennes.

Sont institués, à compter du 1er janvier 1933, agrégés des Facultés de Droit (section des Sciences économiques) agrégés des Facultés ci-après désignées :

M. Eya, né le 30 novembre 1905, à Marseille, attaché à la Faculté de Droit de l'Université de Toulouse.

M. Bousquet, né le 21 juin 1900, à Meudon, attaché à la Faculté de Droit de l'Université de Lyon.

M. Hornbostel, né le 16 septembre 1894, à Paris, attaché à la Faculté de Droit de l'Université de Poitiers.

M. Fourgeaud, né le 23 juillet 1894, à Périgueux, attaché à la Faculté de Droit de l'Université de Toulouse.

Une vague de grippe

L'ÉPIDÉMIE QUI SEVIT EN ANGLETERRE ET EN AMÉRIQUE VIENDRA-T-ELLE EN FRANCE ?

New-York, 29 décembre. On a enregistré 45.000 cas de grippe dans 35 Etats américains.

La ville de New-York en compte à elle seule 10.000.

EN ANGLETERRE

Londres, 29 décembre. Plusieurs journaux signalent qu'une épidémie de grippe sevit actuellement en grande-Bretagne.

A Portsmouth notamment, les services postaux ont été désorganisés à cause du grand nombre d'employés grippés.

TRENTE DÉCÈS A BIRMINGHAM. Birmingham, 29 décembre. L'épidémie d'influenza qui sevit à Birmingham a pris des proportions considérables.

On annonce officiellement, ce matin, que trente personnes ont succombé à la maladie dans le courant de la semaine dernière.

Parmi ceux qui n'ont pu se rendre à leur travail, aujourd'hui, se trouvent 600 employés de la Compagnie des autobus et tramways, 100 policemen et 300 facteurs.

Dans la plupart des cas, la maladie tourne à la pneumonie.

CE QUE DISENT M. LOUIS MOURIER ET LE DOCTEUR TANON. L'épidémie de grippe qui désola l'Amérique et l'Angleterre s'abattra-t-elle aussi sur le continent ?

Le temps humide et brumeux que nous avons subi ces semaines dernières pouvait faire supposer que l'ablation de cet organe essentiel entraînerait la nécessité, pour lui, de ne prendre qu'une nourriture très légère.

LA RANDONNÉE D'UNE JEUNE AUTOMOBILISTE SUÉDOISE

Alger, 29 décembre. Une jeune Suédoise de 25 ans, Mlle Eva Dickson, est arrivée à Alger, venant en automobile de Nairobi, capitale de la colonie anglaise de Kenya (Afrique occidentale anglaise).

Elle a effectué ce raid formidable, uniquement pour mettre à l'épreuve, à la suite d'un pari, sa résistance physique mise en doute par un de ses amis.

Seule au volant de sa voiture, avec pour toute compagnie un jeune nègre de 15 ans, elle traversa le nord du Congo belge, l'Oubangui, le Haut-Volta, le Tchad.

Après avoir été en difficulté dans la région du Bornou, par suite des inondations, qui avaient rompu les ponts, elle continua sa randonnée par Zinder et Niamey, atteignant Gao et par Insalah, El Golea et Ghardara, toucha Alger par la route de la Méditerranée.

Mlle Eva Dickson s'est embarquée à bord de la « El-Alcantara » pour Marseille.

UNE AUTOMOBILE TOMBE DANS UN RAVIN DE 50 MÈTRES

Avignon, 29 décembre. Sur la route d'Aubenas à Antriquet, une automobile, occupée par MM. René Merlin et Joseph Girard, employés de la P. T. T. a dérapé au tournant du pont de la Touraine.

Projeté contre un poteau télégraphique, elle roula dans un ravin, profond de 50 mètres, en bordure de la route.

Les deux occupants furent précipités hors de la voiture et tombèrent dans le canal de l'usine de Lazel.

M. Merlin, indemne, réussit à la main à se débarrasser de son compagnon blessé. Celui-ci, la jambe gauche brisée, put être difficilement transporté sur la route et amené à l'hôpital d'Aubenas.

La Terre tremble

Mexico, 29 décembre. Des informations parvenues du village Tomatlan, province de Jalisco, annoncent que ce village a été détruit par un tremblement de terre survenu le 19 décembre.

27 personnes ont péri et 50 ont été blessées.

Explosion de grisou

Budapest, 29 novembre. Treize mineurs ont été tués par une explosion qui s'est produite dans une mine, près de Nagykanizsa.

Les mineurs travaillant dans la mine, à 150 mètres de profondeur, quand la déflagration s'est produite.

La direction de la mine croit qu'il s'agit d'un coup de grisou ou d'une inflammation de poussières de charbon.

La Scandale de l'Aéropostale

Paris, 29 décembre. M. Brack, juge d'instruction, a rejeté la demande de mise en liberté provisoire présentée par M. Bouillou-Lafont.

MARIAGES

Mercredi 28 décembre a été célébré le mariage, dans l'église Sainte-Germaine de l'Épave, de M. Emile Maux, fils de M. Maux de Bruguère, décédé, et de Madame née Rivals, avec Mlle Blanche de Llobet, fille de M. Joseph de Llobet et de Madame née d'Audric. La bénédiction nuptiale a été donnée par M. de Llobet, chevalier de la Légion d'honneur, Croix de guerre, archevêque d'Avignon, oncle de la mariée.

La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité et familiale.

De la part des familles Maux de Bruguère et Joseph de Llobet.

NÉCROLOGIE

C'est avec un vif regret que nous apprenons la mort de Mme Paul Touzé, décédée à la suite d'une douloureuse crise cardiaque.

Jeanne Larivière de Carmentran avait reçu au Sacré-Cœur de Layrac cette forte culture et cette éducation mondaine qui sont l'appanage de ces maisons d'enseignement très supérieures.

Grâce à cette formation précoce, la jeune femme put rester ferme et droite au milieu des orages. Enfin elle trouva le bonheur, le bonheur français, l'harmonie, l'harmonie de la vie, la sienne. Cette âme d'élite fut celle de Paul Touzé qui, lui aussi, désabusé de la vie, n'aurait qu'à la douceur de l'existence, calme et familiale.

Pendant que les deux époux goûtaient pleinement les délices de l'intimité, la mort vint disjoindre ce que la destinée avait si étroitement uni.

Reste encore une fois seule, Mme Touzé se consacra tout entière aux œuvres charitables de Saint-Etienne et, à mesure qu'elle perdait une partie de ces charmes éphémères qui séduisent, elle se purifia de ces qualités de vertu qui attachent. Perdée ainsi, n'est-ce pas gagner ?

C'est dans cet esprit qu'une famille désolée, à une sœur incomparable, Mme Lestrade, qui, secondée par son mari le chirurgien d'Auch, a pu éclairer d'un dernier rayon le crépuscule de la maladie et adoucir ses derniers moments, nous offrait l'expression de nos sentiments attristés.

Faits Divers

QUATRE JEUNES BANDITS DEVANT LES ASSISES

Paris, 29 décembre. Devant la Cour d'assises ont comparu quatre jeunes bandits, qui, en février et mars derniers, pendant l'absence de Gaston Astier, dix ans de réclusion et vingt ans d'interdiction de séjour.

Gaston Lédoux, trois ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour. René Leguifand, sept ans de réclusion et vingt ans d'interdiction de séjour.

Roger Larance a été acquitté et renvoyé dans sa colonie pénitentiaire jusqu'à sa majorité.

DES INVITÉS A UNE NOCE SONT VICTIMES D'UN ACCIDENT D'AVIATION

Madrid, 29 décembre. Un avion, à bord duquel avaient pris place les invités d'une noce, est tombé en flammes dans un champ.

Le pilote et un des témoins ont été tués sur le coup.

Quatre des passagers a été grièvement blessé.

UN JARDINIER BERLINOIS A VECU ONZE ANS SANS ESTOMAC

Berlin, 29 décembre. Un jardinier berlinois, Johann Neubauer, vient d'être mort à l'hôpital, après avoir vécu onze ans sans estomac.

Depuis l'opération qui eut lieu en 1921, il avait toujours été en excellente santé et se sentait très bien, quoiqu'il n'eût pas mangé depuis que l'ablation de cet organe essentiel entraînait la nécessité, pour lui, de ne prendre qu'une nourriture très légère.

LA RANDONNÉE D'UNE JEUNE AUTOMOBILISTE SUÉDOISE

Alger, 29 décembre. Une jeune Suédoise de 25 ans, Mlle Eva Dickson, est arrivée à Alger, venant en automobile de Nairobi, capitale de la colonie anglaise de Kenya (Afrique occidentale anglaise).

Elle a effectué ce raid formidable, uniquement pour mettre à l'épreuve, à la suite d'un pari, sa résistance physique mise en doute par un de ses amis.

Seule au volant de sa voiture, avec pour toute compagnie un jeune nègre de 15 ans, elle traversa le nord du Congo belge, l'Oubangui, le Haut-Volta, le Tchad.

Après avoir été en difficulté dans la région du Bornou, par suite des inondations, qui avaient rompu les ponts, elle continua sa randonnée par Zinder et Niamey, atteignant Gao et par Insalah, El Golea et Ghardara, toucha Alger par la route de la Méditerranée.

Mlle Eva Dickson s'est embarquée à bord de la « El-Alcantara » pour Marseille.

UNE AUTOMOBILE TOMBE DANS UN RAVIN DE 50 MÈTRES

Avignon, 29 décembre. Sur la route d'Aubenas à Antriquet, une automobile, occupée par MM. René Merlin et Joseph Girard, employés de la P. T. T. a dérapé au tournant du pont de la Touraine.

Projeté contre un poteau télégraphique, elle roula dans un ravin, profond de 50 mètres, en bordure de la route.

Les deux occupants furent précipités hors de la voiture et tombèrent dans le canal de l'usine de Lazel.

M. Merlin, indemne, réussit à la main à se débarrasser de son compagnon blessé. Celui-ci, la jambe gauche brisée, put être difficilement transporté sur la route et amené à l'hôpital d'Aubenas.

La Terre tremble

Mexico, 29 décembre. Des informations parvenues du village Tomatlan, province de Jalisco, annoncent que ce village a été détruit par un tremblement de terre survenu le 19 décembre.

27 personnes ont péri et 50 ont été blessées.

Explosion de grisou

Budapest, 29 novembre. Treize mineurs ont été tués par une explosion qui s'est produite dans une mine, près de Nagykanizsa.

Les mineurs travaillant dans la mine, à 150 mètres de profondeur, quand la déflagration s'est produite.

La direction de la mine croit qu'il s'agit d'un coup de grisou ou d'une inflammation de poussières de charbon.

La Scandale de l'Aéropostale

Paris, 29 décembre. M. Brack, juge d'instruction, a rejeté la demande de mise en liberté provisoire présentée par M. Bouillou-Lafont.

MARIAGES

Mercredi 28 décembre a été célébré le mariage, dans l'église Sainte-Germaine de l'Épave, de M. Emile Maux, fils de M. Maux de Bruguère, décédé, et de Madame née Rivals, avec Mlle Blanche de Llobet, fille de M. Joseph de Llobet et de Madame née d'Audric. La bénédiction nuptiale a été donnée par M. de Llobet, chevalier de la Légion d'honneur, Croix de guerre, archevêque d'Avignon, oncle de la mariée.

La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité et familiale.

De la part des familles Maux de Bruguère et Joseph de Llobet.

NÉCROLOGIE

C'est avec un vif regret que nous apprenons la mort de Mme Paul Touzé, décédée à la suite d'une douloureuse crise cardiaque.

Jeanne Larivière de Carmentran avait reçu au Sacré-Cœur de Layrac cette forte culture et cette éducation mondaine qui sont l'appanage de ces maisons d'enseignement très supérieures.

Grâce à cette formation précoce, la jeune femme put rester ferme et droite au milieu des orages. Enfin elle trouva le bonheur, le bonheur français, l'harmonie, l'harmonie de la vie, la sienne. Cette âme d'élite fut celle de Paul Touzé qui, lui aussi, désabusé de la vie, n'aurait qu'à la douceur de l'existence, calme et familiale.

Pendant que les deux époux goûtaient pleinement les délices de l'intimité, la mort vint disjoindre ce que la destinée avait si étroitement uni.

Dernière Heure

L'ÉPISCOPAT EN DEUIL

L'Évêque de Perpignan est mort

Perpignan, 29 décembre. On annonce la mort de l'évêque de Perpignan, Mgr de Carsalade du Pont, âgé de 85 ans. Né à Simorre (Gers), il avait été ordonné prêtre en 1851. Il avait fait sa carrière ecclésiastique à Auch et il avait été nommé évêque de Perpignan le 8 décembre 1899.

Il s'était occupé d'archéologie et avait publié plusieurs volumes. Il était le restaurateur de la célèbre abbaye de Saint-Martin-du-Canigou.

Mgr de Carsalade du Pont était le doyen de l'épiscopat français et un des derniers évêques concordataires.

La Journée Parlementaire

AU PALAIS BOURBON

A LA COMMISSION DES FINANCES

La commission des finances a autorisé M. Marquet à présenter un avis favorable à la proposition adoptée par le Sénat et relative à la titularisation des instituteurs et institutrices pourvus seulement du brevet élémentaire.

Sur la proposition de M. Lassel, et après observations de MM. Malvy et Poincaré, qui ont fait valoir que les populations agricoles de nombreux départements attendent encore les réparations promises, la commission a décidé d'insister auprès du gouvernement pour lui demander de faire voter les lois permettant la réparation des dommages causés par les calamités publiques en 1931-1932.

Sur la proposition de M. Patenôtre, desonvres rapporteur, la commission a enfin adopté avec une légère modification le projet de loi tendant à autoriser le ministre de l'intérieur, à encaisser jusqu'à concurrence de la somme de 4.500.000 fr. les dépenses nécessaires pour la préparation du projet d'aménagement de la région parisienne.

Nouvelles Militaires

Paris, 30 décembre. Service de Santé. Les élèves de l'Ecole du Service de Santé Militaire clâpent, désignés au tour de l'hôpital militaire de Toulouse, sont nommés au grade de sous-lieutenant : MM. Nougues, Peyronel, Carreau, Rescaudier, Sillion, Gaud, Gérard, Blancard, à l'hôpital. Ces officiers sont affectés à l'Ecole d'Application du Service de Santé militaire, pour accomplir un stage.

Affectations. — Ces officiers en service provisoirement : MM. Nougues, Peyronel, Carreau, Rescaudier, Sillion, Gaud, Gérard, Blancard, à l'hôpital militaire de Toulouse.

Etat-major général de l'Armée. — Le colonel d'infanterie Cornet a été nommé au grade de général de brigade et admis à la retraite.

ETAT MAJOR DE LA MARINE

Paris, 30 décembre. M. le vice-amiral Herr a été nommé pour l'année 1933 inspecteur général des forces maritimes de la Méditerranée. M. le lieutenant de vaisseau Barrienn de Brest a été nommé au commandement du sous-marin de première classe « Le Glorieux ».

M. le vice-amiral de Brest a été nommé pour l'année 1933 inspecteur général des forces maritimes du Nord.

Dans la Légion d'Honneur

POUR LES MUTILES DE 100 %

La Journal officiel publie une promotion dans la Légion d'honneur en faveur de militaires titulaires d'une pension d'invalidité de 100 %. Cette promotion comprend :

Trois grands officiers : MM. Roujou, ancien chef de bataillon au 2^e d'infanterie ; Izaac, ancien capitaine au 2^e zouaves ; Laurent, ancien capitaine au 2^e bataillon de Chasseurs Alpins.

Cinq commandeurs : MM. Gaverdy, ancien sous-lieutenant au 2^e bataillon de Chasseurs ; Henry, ancien sous-lieutenant au 128^e d'infanterie ; Lallemand, ancien médecin aide-major de 1^{re} classe et 95 croix d'officier.

L'Affaire de la Holtra

L'ARRÊT SERA RENDU LE 19 JANVIER

Paris, 29 décembre. A la demande des défenseurs d'Otto et de Gualino, trois experts-comptables ont comparu hier, à la barre de la 1^{re} Chambre de la Cour, où se poursuivent depuis plusieurs semaines les débats de l'affaire Holtra.

M. Bizos, défenseur d'Otto, tout en reconnaissant qu'il y a eu des simulations de souscription, a demandé aux experts s'il n'était pas établi par leurs travaux, que la Holtra avait sa disposition, de sa constitution, le montant du capital social.

Le premier président a fait observer que ce fait même s'il était prouvé et simplement établi, n'empêcherait pas qu'il y ait eu violation de la loi.

La Holtra est une Société française, a-t-il dit, elle doit se soumettre aux prescriptions de la loi française.

Puis le premier président a déclaré les débats clos.

L'arrêt sera rendu le 19 janvier.

En Espagne

ENCORE UN ATTENTAT TERRORISTE

Barcelone, 30 décembre. Hier après-midi, une forte explosion s'est produite dans une maison. Au même instant quatre inconnus en sont sortis et se sont enfuis en automobile. Des policiers, montés dans un taxi, ont essayé de les poursuivre, mais sans résultat.

Une perquisition opérée dans la maison a fait découvrir plus de mille bombes. Cinq caisses étaient déjà emballées, prêtes à partir et portant l'inscription « fragile ».

On a trouvé également une grande quantité de poudre, des munitions et des armes. La cuisine de la maison était transformée en un véritable laboratoire.

Un peu plus tard la garde civile a tenté d'arrêter, sur la route de Valence, une automobile qui avait été reconnue pour être celle ayant transporté les inconnus au moment de l'explosion. Mais les occupants réussirent à prendre la fuite après avoir abandonné la voiture. Dans cette affaire on a trouvé un revolver et des caisses de munitions.

A LA CHAMBRE

Le Projet d'Emprunt autrichien est voté par 351 voix contre 187

Le Gouvernement avait posé la question de confiance

(Suite de la Séance de l'après-midi)

L'INTERVENTION DE M. HERRIOT

M. Herriot, qui avait éprouvé ce matin une irritation visible de l'intervention de M. Flaminio, vient voter son tour une fois de plus à la tribune. Les gauches, pour s'excuser sans doute de leur trahison récente, lui font à chaque instant des ovations bruyantes. M. Herriot ne dissimule pas que pendant la période électorale il a critiqué les partis des précédents gouvernements, notamment le parti à la Hongrie, mais suivant lui le problème est tout différent aujourd'hui. (Sourires à droite et à gauche.)

— Il faut aider l'Autriche à sortir des misères où elle se débat. Il y a deux solutions : d'un côté, l'Anschluss, l'incorporation de l'Autriche dans la grande unité germanique. D'autre part, un article de la constitution du Reich prévoit ce rattachement.

M. Herriot agit longuement le spectre de l'unité austro-allemande et s'efforce de l'aider à faire accepter le refus que l'on veut opposer aujourd'hui à la petite Autriche. Puis, il résume une histoire de la tragédie financière autrichienne, un peu différente de celle esquissée par M. P.-E. Flaminio ce matin.

M. Herriot. — En 1931, la Kreditanstalt, qui est le grand établissement financier de l'Autriche, est en faillite. Elle est sous la dépendance la plupart des grandes entreprises industrielles danubiennes, si bien qu'on dit de cet établissement qu'il pouvait être le ministre de l'intérieur, à encaisser jusqu'à concurrence de la somme de 4.500.000 fr. les dépenses nécessaires pour la préparation du projet d'aménagement de la région parisienne.

En 1931, la Kreditanstalt s'effondre et le gouvernement autrichien est obligé de se substituer à cette banque défaillante. Alors l'Autriche s'adresse à l'Allemagne et en particulier à la Banque Internationale des Réparations.

L'Etat autrichien a lutté depuis le lendemain de la guerre dans des conditions tragiques. La France s'est tenue à l'écart. Ce soir, le gouvernement français a demandé à la Chambre de voter la loi de ratification de l'emprunt. Ce prêt n'a été consenti qu'à la condition que le gouvernement français s'engage à faire passer la loi de ratification de l'emprunt en vote de confiance.

En 1931, la Kreditanstalt s'effondre et le gouvernement autrichien est obligé de se substituer à cette banque défaillante. Alors l'Autriche s'adresse à l'Allemagne et en particulier à la Banque Internationale des Réparations.

L'Etat autrichien a lutté depuis le lendemain de la guerre dans des conditions tragiques. La France s'est tenue à l'écart. Ce soir, le gouvernement français a demandé à la Chambre de voter la loi de ratification de l'emprunt. Ce prêt n'a été consenti qu'à la condition que le gouvernement français s'engage à faire passer la loi de ratification de l'emprunt en vote de confiance.

En 1931, la Kreditanstalt s'effondre et le gouvernement autrichien est obligé de se substituer à cette banque défaillante. Alors l'Autriche s'adresse à l'Allemagne et en particulier à la Banque Internationale des Réparations.

L'Etat autrichien a lutté depuis le lendemain de la guerre dans des conditions tragiques. La France s'est tenue à l'écart. Ce soir, le gouvernement français a demandé à la Chambre de voter la loi de ratification de l'emprunt. Ce prêt n'a été consenti qu'à la condition que le gouvernement français s'engage à faire passer la loi de ratification de l'emprunt en vote de confiance.

En 1931, la Kreditanstalt s'effondre et le gouvernement autrichien est obligé de se substituer à cette banque défaillante. Alors l'Autriche s'adresse à l'Allemagne et en particulier à la Banque Internationale des Réparations.

L'Etat autrichien a lutté depuis le lendemain de la guerre dans des conditions tragiques. La France s'est tenue à l'écart. Ce soir, le gouvernement français a demandé à la Chambre de voter la loi de ratification de l'emprunt. Ce prêt n'a été consenti qu'à la condition que le gouvernement français s'engage à faire passer la loi de ratification de l'emprunt en vote de confiance.

En 1931, la Kreditanstalt s'effondre et le gouvernement autrichien est obligé de se substituer à cette banque défaillante. Alors l'Autriche s'adresse à l'Allemagne et en particulier à la Banque Internationale des Réparations.

L'Etat autrichien a lutté depuis le lendemain de la guerre dans des conditions tragiques. La France s'est tenue à l'écart. Ce soir, le gouvernement français a demandé à la Chambre de voter la loi de ratification de l'emprunt. Ce prêt n'a été consenti qu'à la condition que le gouvernement français s'engage à faire passer la loi de ratification de l'emprunt en vote de confiance.

En 1931, la Kreditanstalt s'effondre et le gouvernement autrichien est obligé de se substituer à cette banque défaillante. Alors l'Autriche s'adresse à l'Allemagne et en particulier à la Banque Internationale des Réparations.

L'Etat autrichien a lutté depuis le lendemain de la guerre dans des conditions tragiques. La France s'est tenue à l'écart. Ce soir, le gouvernement français a demandé à la Chambre de voter la loi de ratification de l'emprunt. Ce prêt n'a été consenti qu'à la condition que le gouvernement français s'engage à faire passer la loi de ratification de l'emprunt en vote de confiance.

DISCOURS DE M. OMERON

M. Omeron qui vient de quitter le Sénat pour aller présider la Commission des Finances, a été élu président de la Commission des Finances. Il a été élu par 351 voix contre 187.

M. Omeron. — Je m'excuse de n'avoir pu assister au début de la séance, mais je m'efforçais d'obtenir du Sénat 5 millions. (Rires prolongés.) Et je les ai ramassés !

Il a ensuite exposé les raisons de sa démission et a demandé au Sénat d'un crédit d'ouvrir au budget, mais seulement d'un crédit qui peut éviter un débordement de dépenses. Il a ensuite exposé les raisons de sa démission et a demandé au Sénat d'un crédit d'ouvrir au budget, mais seulement d'un crédit qui peut éviter un débordement de dépenses.

M. Omeron. — Je m'excuse de n'avoir pu assister au début de la séance, mais je m'efforçais d'obtenir du Sénat 5 millions. (Rires prolongés.) Et je les ai ramassés !

Il a ensuite exposé les raisons de sa démission et a demandé au Sénat d'un crédit d'ouvrir au budget, mais seulement d'un crédit qui peut éviter un débordement de dépenses. Il a ensuite exposé les raisons de sa démission et a demandé au Sénat d'un crédit d'ouvrir au budget, mais seulement d'un crédit qui peut éviter un débordement de dépenses.

LE PLADOYER DE M. P. BONCOUR

M. P. Boncour, ancien ministre des Finances, a plaidé pour la ratification de l'emprunt autrichien. Il a déclaré que sa seule préoccupation est de mettre ses pas dans les pas de M. Herriot.

LE PLADOYER DE M. P. BONCOUR

M. P. Boncour, ancien ministre des Finances, a plaidé pour la ratification de l'emprunt autrichien. Il a déclaré que sa seule préoccupation est de mettre ses pas dans les pas de M. Herriot.

Il a ensuite exposé les raisons de sa démission et a demandé au Sénat d'un crédit d'ouvrir au budget, mais seulement d'un crédit qui peut éviter un débordement de dépenses. Il a ensuite exposé les raisons de sa démission et a demandé au Sénat d'un crédit d'ouvrir au budget, mais seulement d'un crédit qui peut éviter un débordement de dépenses.

La baisse des produits agricoles

LES CULTIVATEURS LIMOUSINS PROTESTENT

Limoges, 30 décembre. Les cultivateurs de la Haute-Vienne ont organisé une manifestation à Limoges, une réunion pour protester contre la baisse des produits agricoles, environ 2.000 agriculteurs ont pris part à la manifestation, les assistants ont adopté un ordre du jour, qui sera transmis au gouvernement.

Le Devoir Conjugal

Douai, 30 décembre. Le tribunal de Cambrai avait admis dans un cas récent qu'une femme était en droit de quitter son mari atteint de maladie contagieuse, en l'espèce, la tuberculose.

La première Chambre de la Cour de Douai vient de reformer ce jugement qui estimait que ce départ n'était pas une injure.

La Cour estime, au contraire, que la femme qui se sépare de son mari atteint de tuberculose, qu'il est inadmissible qu'une épouse abandonne son conjoint dans ces conditions, cette attitude est injurieuse à l'égard de l'époux malade, et contraire à l'obligation d'assistance qui persiste malgré la maladie. En conséquence, la Cour a prononcé la séparation de corps entre les conjoints, au cas où ce procès, et ce, au profit du mari.

Des troubles en Syrie

Vienne, 30 décembre. On mande de Damas que depuis quelque temps, des troubles se produisent quotidiennement dans la région de Hama, en Syrie.

Pour les troubles de paysans, armés de bâtons, de fourches et d'armes à feu ont tenté à diverses reprises de prendre d'assaut le palais de justice pour délivrer un certain nombre de prisonniers détenus pour délits de pour-suites pour dettes.

La gendarmerie, réduite à l'impuissance, a demandé des renforts à la direction de la police de Damas, qui a envoyé un contingent de gendarmes sur les lieux.

Durant la journée d'hier, plusieurs rencontres se sont produites entre manifestants et la force publique. On signale plusieurs blessés.

Au Parlement Belge

LA CHAMBRE VOTE LA LOI SUR LE CONTINGENT DE L'ARMÉE

Bruxelles, 30 décembre. La Chambre des Représentants a voté, par 94 voix contre 69, la loi sur le contingent de l'armée pour 1933. Le contingent comprendra 61.500 hommes, dont 34.500 militaires.

La Chambre a également adopté une loi refusant l'admission de nouveaux agents de change, à moins qu'ils ne soient titulaires d'un diplôme de l'Etat.

Le Sénat a approuvé les projets financiers du gouvernement par 94 voix contre 1, une socialiste ayant quitté la salle des séances.

La Haute-Assemblée a voté à son tour le contingent de l'armée pour 1933.

Le Mouvement Diplomatique

Paris, 30 décembre. Il paraît se confirmer que la prochaine nomination de M. Henri de Launay, ambassadeur de France auprès du Quirinal sera la préface d'un important mouvement diplomatique, qui portera sur les ambassades de Londres, Washington, Tokyo, Ankara, Varsovie, Berlin, Rome et sur un certain nombre de délégations importantes.

Il n'est pas impossible qu'en raison des négociations sur les dettes le poste de Washington soit confié à un homme politique qui recevra une mission temporaire de six mois.

Faits Divers

UN AVION COMMERCIAL TOMBE EN FLAMMES

Madrid, 30 décembre. L'avion qui avait quitté Barcelone hier, à destination de Toulouse, aurait été incendié en vol et serait tombé en flammes près de la frontière espagnole.

L'appareil transportait le pilote et deux passagers qui effectuaient un voyage de noces ; le pilote et la jeune femme ont été grièvement blessés. L'autre voyageur serait grièvement blessé.

On ignore encore l'identité des victimes.

LA HONGRIE, NOUS AVONS ENCORE L'ESPERANCE

La Hongrie, nous avons encore l'espoir que l'Allemagne paierait les réparations, et aujourd'hui.

M. Ernest Lafont, intercomptant. — Cet argent ne sera pas pour les marchands de canons !

M. Philippe Herriot. — Qu'en savez-vous ? Le gouvernement autrichien est la Bulgarie préparant un front unique pour réclamer le réarmement. Alors, l'argent français que vous allez donner aux marchands de canons, le fera passer à la majorité la responsabilité de sa décision.

Elle va une fois de plus imposer ses principes doctrinaux sur l'autorité de la question de confiance.

Nous ne nous associerons pas à cette comédie. (Vifs applaudissements au centre et à droite.)

LA QUESTION DE CONFIANCE

L'ensemble du projet est mis aux voix, la question de confiance est posée.

Après pointage, le projet de ratification est adopté par 351 voix contre 187.

La discussion immédiate de son interprétation sur la fermeture des usines d'Alsace-Lorraine.

A la demande du gouvernement, l'interpellation Barthélemy est renvoyée à la suite.

Prochaine séance vendredi 16 heures pour la réception du douzième rapport du Sénat.

Séance levée à 21 h. 30.

SPORTS D'HIVER

ETAT D'ENNEIGEMENT

Journée du 29 décembre.

LUCHON-SUPERBAGNERES (Altitude 1.800 mètres). — Température maxima, + 3° ; minima, - 7° ; épaisseur de la neige, 0 m. 40 ; état de l'atmosphère, neigeux ; patinoire bonne.

FONT-ROMEU (Altitude 1.800 mètres). — Température maxima, + 3° ; minima, - 7° ; épaisseur de la neige, 0 m. 40 ; état de l'atmosphère, beau ; patinoire bonne.

COL DE PUYMORENS (Altitude 1.913 mètres). — Température maxima, + 3° ; minima, - 6° ; épaisseur de la neige, 0 m. 70 ; état de l'atmosphère, couvert.

GRIPPARTIGUES (Altitude 1.200 m.). — Température maxima, + 3° ; minima, - 0° ; épaisseur de la neige, 0 m. 15 ; état de l'atmosphère, nuageux.

BAREGES (Altitude 1.233 m.). — Température maxima, + 3° ; minima, - 2° ; épaisseur de la neige, 0 m. 05 ; état de l'atmosphère, couvert.

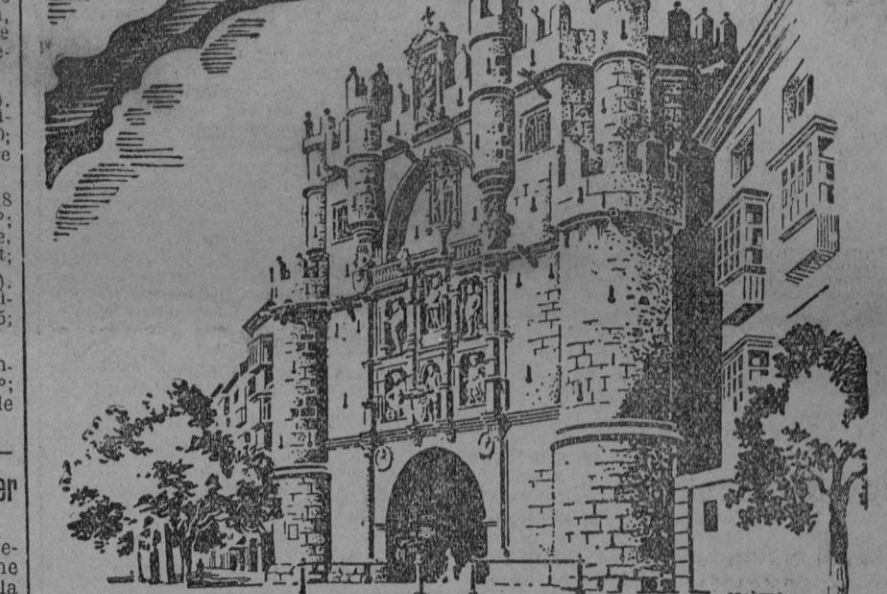
La Propagande française à l'étranger

Paris, 30 décembre. On annonce la création dans les prochaines semaines de l'année 1933, d'une organisation entièrement neuve de la propagande française à l'étranger.

La direction du nouveau service sera confiée à M. Pierre Cornet qui fut pendant deux ans le chef de la section d'information de la Société des Nations et qui vient de recevoir à cet effet, le titre de chargé de mission au ministère des Affaires étrangères.

ALLEZ CHERCHER EN ESPAGNE

VOS PLUS BEAUX SOUVENIRS DE VOYAGE



Pour tous renseignements, s'adresser à

L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME ESPAGNOL

12, Boulevard de la Madeleine - Paris

TOULOUSE

Pour le Jour de l'An

M. le préfet de la Haute-Garonne a l'honneur de faire connaître qu'il ne recevra pas à l'occasion du 1^{er} janvier 1933.

Le Recteur de l'Académie de Toulouse ne recevra pas à l'occasion du 1^{er} janvier 1933.

Pour les Chômeurs

Nous recevons de la mairie : Des démarches ont été faites par l'administration municipale auprès des pouvoirs publics pour obtenir des mesures relatives aux chômeurs qui ont atteint leur limite de secours au 31 décembre et qui réclamationnellement devraient être rayés à cette date. Nous espérons savoir qu'une décision interviendra prochainement par décret de délai de secours.

En attendant, la commission de chômage, qui se réunira dans la plus brève délai, procédera à l'examen des dossiers avec la plus grande bienveillance et le plus parfait esprit d'équité.

Pour les Enfants des Taudis

LECTRICES ET LECTEURS, ON ATTEND VOS ENVOIS

Comme les années précédentes, l'œuvre des Taudis fait appel à la générosité de nos lecteurs pour qu'ils envoient au siège de l'œuvre, 64, rue de la Pomme, des dons en espèces, des vêtements chauds pour fillettes et garçonnets, des lainages, des couvertures, des bas, des gants, des articles de literie, des bonbons, des jouets, etc.

On n'a pas idée de l'étendue des drames dont le sinistre taudis est le théâtre dans le silence et dans la nuit. Il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Dites-leur qu'à côté d'eux, dans la proche mansarde, dans la taudis voisin, il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Il est froid et ils ont froid. Pour eux, l'œuvre des Taudis vous tend la main.

Tous les dons en espèces et en nature, dont la liste sera publiée par le Journal de Toulouse, sont reçus au siège de l'œuvre des Taudis (à la Paix Sociale), 64, rue de la Pomme, Toulouse.

Pour les Enfants des Taudis

LECTRICES ET LECTEURS, ON ATTEND VOS ENVOIS

Comme les années précédentes, l'œuvre des Taudis fait appel à la générosité de nos lecteurs pour qu'ils envoient au siège de l'œuvre, 64, rue de la Pomme, des dons en espèces, des vêtements chauds pour fillettes et garçonnets, des lainages, des couvertures, des bas, des gants, des articles de literie, des bonbons, des jouets, etc.

On n'a pas idée de l'étendue des drames dont le sinistre taudis est le théâtre dans le silence et dans la nuit. Il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Dites-leur qu'à côté d'eux, dans la proche mansarde, dans la taudis voisin, il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Il est froid et ils ont froid. Pour eux, l'œuvre des Taudis vous tend la main.

Tous les dons en espèces et en nature, dont la liste sera publiée par le Journal de Toulouse, sont reçus au siège de l'œuvre des Taudis (à la Paix Sociale), 64, rue de la Pomme, Toulouse.

Pour les Enfants des Taudis

LECTRICES ET LECTEURS, ON ATTEND VOS ENVOIS

Comme les années précédentes, l'œuvre des Taudis fait appel à la générosité de nos lecteurs pour qu'ils envoient au siège de l'œuvre, 64, rue de la Pomme, des dons en espèces, des vêtements chauds pour fillettes et garçonnets, des lainages, des couvertures, des bas, des gants, des articles de literie, des bonbons, des jouets, etc.

On n'a pas idée de l'étendue des drames dont le sinistre taudis est le théâtre dans le silence et dans la nuit. Il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Dites-leur qu'à côté d'eux, dans la proche mansarde, dans la taudis voisin, il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Il est froid et ils ont froid. Pour eux, l'œuvre des Taudis vous tend la main.

Tous les dons en espèces et en nature, dont la liste sera publiée par le Journal de Toulouse, sont reçus au siège de l'œuvre des Taudis (à la Paix Sociale), 64, rue de la Pomme, Toulouse.

Pour les Enfants des Taudis

LECTRICES ET LECTEURS, ON ATTEND VOS ENVOIS

Comme les années précédentes, l'œuvre des Taudis fait appel à la générosité de nos lecteurs pour qu'ils envoient au siège de l'œuvre, 64, rue de la Pomme, des dons en espèces, des vêtements chauds pour fillettes et garçonnets, des lainages, des couvertures, des bas, des gants, des articles de literie, des bonbons, des jouets, etc.

On n'a pas idée de l'étendue des drames dont le sinistre taudis est le théâtre dans le silence et dans la nuit. Il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Dites-leur qu'à côté d'eux, dans la proche mansarde, dans la taudis voisin, il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Il est froid et ils ont froid. Pour eux, l'œuvre des Taudis vous tend la main.

Tous les dons en espèces et en nature, dont la liste sera publiée par le Journal de Toulouse, sont reçus au siège de l'œuvre des Taudis (à la Paix Sociale), 64, rue de la Pomme, Toulouse.

Pour les Enfants des Taudis

LECTRICES ET LECTEURS, ON ATTEND VOS ENVOIS

Comme les années précédentes, l'œuvre des Taudis fait appel à la générosité de nos lecteurs pour qu'ils envoient au siège de l'œuvre, 64, rue de la Pomme, des dons en espèces, des vêtements chauds pour fillettes et garçonnets, des lainages, des couvertures, des bas, des gants, des articles de literie, des bonbons, des jouets, etc.

On n'a pas idée de l'étendue des drames dont le sinistre taudis est le théâtre dans le silence et dans la nuit. Il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Dites-leur qu'à côté d'eux, dans la proche mansarde, dans la taudis voisin, il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Il est froid et ils ont froid. Pour eux, l'œuvre des Taudis vous tend la main.

Tous les dons en espèces et en nature, dont la liste sera publiée par le Journal de Toulouse, sont reçus au siège de l'œuvre des Taudis (à la Paix Sociale), 64, rue de la Pomme, Toulouse.

Pour les Enfants des Taudis

LECTRICES ET LECTEURS, ON ATTEND VOS ENVOIS

Comme les années précédentes, l'œuvre des Taudis fait appel à la générosité de nos lecteurs pour qu'ils envoient au siège de l'œuvre, 64, rue de la Pomme, des dons en espèces, des vêtements chauds pour fillettes et garçonnets, des lainages, des couvertures, des bas, des gants, des articles de literie, des bonbons, des jouets, etc.

On n'a pas idée de l'étendue des drames dont le sinistre taudis est le théâtre dans le silence et dans la nuit. Il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Dites-leur qu'à côté d'eux, dans la proche mansarde, dans la taudis voisin, il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Il est froid et ils ont froid. Pour eux, l'œuvre des Taudis vous tend la main.

Tous les dons en espèces et en nature, dont la liste sera publiée par le Journal de Toulouse, sont reçus au siège de l'œuvre des Taudis (à la Paix Sociale), 64, rue de la Pomme, Toulouse.

Pour les Enfants des Taudis

LECTRICES ET LECTEURS, ON ATTEND VOS ENVOIS

Comme les années précédentes, l'œuvre des Taudis fait appel à la générosité de nos lecteurs pour qu'ils envoient au siège de l'œuvre, 64, rue de la Pomme, des dons en espèces, des vêtements chauds pour fillettes et garçonnets, des lainages, des couvertures, des bas, des gants, des articles de literie, des bonbons, des jouets, etc.

On n'a pas idée de l'étendue des drames dont le sinistre taudis est le théâtre dans le silence et dans la nuit. Il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Dites-leur qu'à côté d'eux, dans la proche mansarde, dans la taudis voisin, il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Il est froid et ils ont froid. Pour eux, l'œuvre des Taudis vous tend la main.

Tous les dons en espèces et en nature, dont la liste sera publiée par le Journal de Toulouse, sont reçus au siège de l'œuvre des Taudis (à la Paix Sociale), 64, rue de la Pomme, Toulouse.

Pour les Enfants des Taudis

LECTRICES ET LECTEURS, ON ATTEND VOS ENVOIS

Comme les années précédentes, l'œuvre des Taudis fait appel à la générosité de nos lecteurs pour qu'ils envoient au siège de l'œuvre, 64, rue de la Pomme, des dons en espèces, des vêtements chauds pour fillettes et garçonnets, des lainages, des couvertures, des bas, des gants, des articles de literie, des bonbons, des jouets, etc.

On n'a pas idée de l'étendue des drames dont le sinistre taudis est le théâtre dans le silence et dans la nuit. Il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Dites-leur qu'à côté d'eux, dans la proche mansarde, dans la taudis voisin, il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Il est froid et ils ont froid. Pour eux, l'œuvre des Taudis vous tend la main.

Tous les dons en espèces et en nature, dont la liste sera publiée par le Journal de Toulouse, sont reçus au siège de l'œuvre des Taudis (à la Paix Sociale), 64, rue de la Pomme, Toulouse.

Pour les Enfants des Taudis

LECTRICES ET LECTEURS, ON ATTEND VOS ENVOIS

Comme les années précédentes, l'œuvre des Taudis fait appel à la générosité de nos lecteurs pour qu'ils envoient au siège de l'œuvre, 64, rue de la Pomme, des dons en espèces, des vêtements chauds pour fillettes et garçonnets, des lainages, des couvertures, des bas, des gants, des articles de literie, des bonbons, des jouets, etc.

On n'a pas idée de l'étendue des drames dont le sinistre taudis est le théâtre dans le silence et dans la nuit. Il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Dites-leur qu'à côté d'eux, dans la proche mansarde, dans la taudis voisin, il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Il est froid et ils ont froid. Pour eux, l'œuvre des Taudis vous tend la main.

Tous les dons en espèces et en nature, dont la liste sera publiée par le Journal de Toulouse, sont reçus au siège de l'œuvre des Taudis (à la Paix Sociale), 64, rue de la Pomme, Toulouse.

Pour les Enfants des Taudis

LECTRICES ET LECTEURS, ON ATTEND VOS ENVOIS

Comme les années précédentes, l'œuvre des Taudis fait appel à la générosité de nos lecteurs pour qu'ils envoient au siège de l'œuvre, 64, rue de la Pomme, des dons en espèces, des vêtements chauds pour fillettes et garçonnets, des lainages, des couvertures, des bas, des gants, des articles de literie, des bonbons, des jouets, etc.

On n'a pas idée de l'étendue des drames dont le sinistre taudis est le théâtre dans le silence et dans la nuit. Il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Dites-leur qu'à côté d'eux, dans la proche mansarde, dans la taudis voisin, il y a des enfants qui se plaignent, qui prennent au charbon, des petits êtres qui vous entourent.

Il est froid et ils ont froid. Pour eux, l'œuvre des Taudis vous tend la main.

